

«Le risque que la crise s'étende est bien réel»

CONFESSIONS Quel impact le conflit israélo-palestinien peut-il avoir sur les relations entre les différentes communautés de Suisse? Interview de Mariano Delgado, directeur de l'Institut pour l'étude des religions et le dialogue interreligieux à l'Université de Fribourg

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SYLVIE SPRENGER (PROTESTINFO)
@AnneSySprenger

Face au risque d'extension du conflit israélo-palestinien, la Plateforme interreligieuse de Genève ainsi que celle du canton de Vaud ont lancé chacune des appels à la paix, se référant aussi bien au vocable hébraïque «Shalom» qu'arabe «Salam». Mais alors que les communautés israéliennes du pays dénoncent une forte augmentation des incidents antisémites, et que les manifestations de soutien à la Palestine ou à l'Etat hébreu se succèdent, quel impact le conflit peut-il avoir sur la paix religieuse en Suisse? Mariano Delgado est directeur de l'Institut pour l'étude des religions et le dialogue interreligieux à l'Université de Fribourg.

INTERVIEW

Comment comprendre l'extension de ce conflit en Europe et aux Etats-Unis? Le risque que la crise au Moyen-Orient s'étende en Occident est bien réel, mais j'espère que nos pays seront suffisamment forts pour y faire face. Le conflit se nourrit du mélange explosif de l'intégration non réussie de nombreux musulmans ainsi que d'un antisémitisme latent. Les migrations et la mondialisation font également qu'il existe dans les pays occidentaux une diaspora issue de toutes sortes de foyers de conflit.

Quel est le problème avec l'immigration musulmane? De nombreux immigrés musulmans n'ont pas encore développé le «patriotisme constitutionnel» qui serait important pour une coexistence pacifique dans nos sociétés. Ils sont pris au piège de leur identité culturelle et religieuse, ou se sentent comme des citoyens de seconde zone et prennent ainsi leurs distances avec les valeurs séculières, éthiques et politiques de l'Occident – et ce, quand bien même nos pays leur permettent de vivre dans la liberté et l'autodétermination, ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays musulmans.

Vous parlez d'un antisémitisme latent chez nous? En effet, il existe chez nous, à gauche comme à

droite, une disposition latente à l'antisémitisme. Nous devrions peut-être parler plutôt d'antijudaïsme, car les Arabes sont aussi des «Sémites». Ces groupes n'hésitent pas à propager à chaque occasion de vieux préjugés à l'encontre des juifs et de l'Etat d'Israël. Nos lois sont toutefois suffisamment solides pour faire face à ces problèmes.

Quel rôle peut jouer le dialogue interreligieux? La situation actuelle devrait faire réfléchir et susciter des questions: quel récit de notre histoire est transmis dans les écoles? Dans quelle mesure l'éducation et la sensibilisation aux préjugés sont-elles profondes et efficaces? Il ne s'agit pas seulement de l'antijudaïsme», de «l'islamophobie» ou de la «xénophobie», mais aussi des préjugés culturels et religieux des musulmans à l'égard de notre culture et de nos valeurs. Ces préjugés doivent également être combattus en profondeur.

Dans le dialogue interreligieux, les sensibilités des individus sont-elles à distinguer des institutions religieuses? Le dialogue interreligieux ne porte des fruits institutionnels que si les autorités religieuses des différentes parties y participent. Mais les individus, qu'ils soient théologiens ou non, jouent souvent le rôle de prophètes, explorant de nouvelles voies là où les autorités religieuses n'ont pas le courage de le faire.

Quel poids ont les déclarations des représentants religieux suisses face à cette extension de ce conflit religieux? L'importance des autorités religieuses ne doit pas être sous-estimée, mais elle ne doit pas non plus être idéalisée – notamment parce que certaines religions ne disposent pas d'autorité centrale, comme c'est le cas de l'Eglise catholique avec le pape. Mais face à ce conflit, il serait souhaitable que les plus hautes autorités du judaïsme, du christianisme et de l'islam se réunissent et fassent une déclaration comme celle faite à Abu Dhabi le 4 février



«Les chrétiens ont un rôle important à jouer, car ils entretiennent un dialogue bilatéral tant avec les juifs qu'avec les musulmans»

2019 entre le pape François et le cheikh Ahmed el-Tayeb (de l'Université al-Azhar au Caire).

Quel impact la guerre actuelle peut-elle avoir sur le dialogue interreligieux? Au Proche-Orient, il s'agit avant tout d'un «triadique» entre juifs, chrétiens et musulmans. Mais il ne fonctionne guère de manière trilatérale, mais plutôt de manière bilatérale et asymétrique. Le dialogue entre juifs et musulmans n'a guère lieu; et ce, non seulement en raison de la situation politico-territoriale empoisonnée, mais aussi parce que les deux parties peuvent se passer de ce dialogue dans leur propre conception.

Comment cela? Seuls les chrétiens ont développé au cours des dernières décennies un programme de dialogue avec la théologie correspondante. Le dialogue bilatéral entre chrétiens et juifs et entre chrétiens et musulmans fonctionne bien, mais uniquement si l'on élimine les questions théolo-

giques centrales et si l'on s'occupe de questions de paix, de justice, de résolution des conflits. C'est pourquoi l'une des tâches importantes des Eglises est de continuer à entretenir ce dialogue bilatéral et de servir de médiateur entre les Israéliens et les Palestiniens.

Les représentants chrétiens ont-ils donc un rôle spécifique à jouer? Les chrétiens ont un rôle important à jouer, car ils entretiennent un dialogue bilatéral tant avec les juifs qu'avec les musulmans. Peut-être les représentants des Eglises devraient-ils assumer cette tâche de manière plus intensive. Mais au milieu de la phase chaude de ce conflit, il sera très difficile de trouver une réelle écoute, chaque partie ayant de bons arguments pour réclamer la «justice». Avec des exigences maximales, cela ne marchera pas. Mais pour des voies moyennes (une solution à deux Etats, par exemple), il faudrait d'abord un «désarmement dans les têtes», c'est-à-dire une «désidéologisation» des deux parties. ■

Dialogue rompu au sein de la Communauté de travail interreligieuse

DÉMISSIONS Les événements de Gaza déchirent les communautés religieuses de Suisse. Les deux membres des faïtières juives ont quitté avec effet immédiat la Communauté Iras Cotis, en raison de l'appartenance de sa présidente à l'Association Suisse-Palestine

Alors que s'est ouverte samedi 4 novembre la Semaine des religions, qui se déploie chaque année dans tout le pays avec une centaine de manifestations publiques «invitant au dialogue entre les religions et les cultures», ses organisateurs se retrouvent dans la tourmente. Les deux membres juifs du comité directeur ont en effet décidé de claquer la porte de la Communauté de travail interreligieuse Iras Cotis, en raison de l'appartenance de sa présidente Rifa'at Lenzin à l'Association Suisse-Palestine (ASP).

Selon la NZZ, depuis l'attaque du 7 octobre, l'Association Suisse-Palestine aurait fait plusieurs déclarations problématiques, comparant notamment les Palestiniens aux prisonniers torturés dans les camps de concentration pendant la Seconde Guerre mondiale. Contactée, Rifa'at Lenzin n'a souhaité répondre au journal que par écrit: «Pour des raisons personnelles

et familiales, je fais campagne depuis de nombreuses années pour les droits légitimes des femmes palestiniennes», dit-elle. «Mon adhésion à cette association était donc logique.»

Jonathan Kreutner, représentant de la Fédération suisse des communautés israéliennes (FSCI), et David Feder, représentant de la Plateforme des juifs libéraux de Suisse ont démissionné du comité directeur d'Iras Cotis. Il n'y a donc plus de représentants d'organisations juives au sein de celui-ci», confirme Ralph Lewin, président de la FSCI.

Confiance ébranlée

«L'objectif d'Iras Cotis est de réduire les préjugés et les peurs, et de créer une cohabitation pacifique», rappelle-t-il. «Cela repose sur la considération, la compréhension et surtout la confiance. Or, cette base est désormais fortement ébranlée», formule-t-il, tout en espérant «une solution pour que le dialogue puisse se poursuivre». Le secrétaire général Jonathan Kreutner a d'ailleurs expliqué avoir espéré jusqu'au bout que Rifa'at Lenzin «quitterait l'association controversée dans l'intérêt du dialogue interreligieux», ou démissionnerait de son poste de présidente d'Iras Cotis. En vain.

Porte-parole de la Fédération des organisations islamiques de Suisse (FOIS), Pascal Gemperli exprime «ne pouvoir que déplorer cette décision» qu'il juge «regrettable». Et d'ajouter, en tant que médiateur professionnel: «J'espère que le dialogue sera repris prochainement. Les solutions à un conflit ne peuvent se trouver qu'à travers de la compréhension mutuelle. On ne les connaît pas en avance: seul le dialogue les fait émerger.»

«Cette double démission ne peut que nous alerter et nous rendre attentif à la fragilité et au défi du dialogue interreligieux», réagit pour sa part Laurence Bohnenblust-Pidoux, conseillère synodale de l'Eglise évangélique réformée vaudoise chargée de l'interreligieux. Une fragilité qu'elle relie «au fait que le lien entre religion et politique est toujours à discuter, problématiser, réformer.»

L'affaire a même retenti au plus haut niveau de l'Eglise évangélique réformée de Suisse, réunie pour son Synode ce dimanche à Berne. Le délégué zurichois Michel Müller y a proposé une résolution d'urgence, imposant à l'Eglise de faire pression pour que Rifa'at Lenzin démissionne de l'ASP: «Cette dame ne peut pas être présidente d'Iras Cotis et membre de l'ASP!»

Vice-président d'Iras Cotis, le pasteur bernois Christoph Knoch est monté à la barre pour défendre sa présidente, «mise sous pression par le journaliste de la NZZ qui l'obligeait à prendre une décision». Et d'ajouter: «Bien sûr qu'elle condamne toute violence du Hamas et souscrit au droit d'existence d'Israël, mais je comprends qu'elle se refuse à démissionner sous la pression.»

Cohabitation à rude épreuve

Lundi 6 novembre, le comité de l'Iras Cotis s'est exprimé par voie de communiqué: «Les événements en Israël-Palestine, depuis le 7 octobre, mettent aussi à rude épreuve notre travail interreligieux ici en Suisse. Iras Cotis s'engage à rassembler des personnes aux perspectives différentes et à se mettre autour d'une table, même si cela est difficile et que les positions semblent durcies.» Quant à la problématique actuelle? «Le conseil d'administration a chargé le comité d'Iras Cotis de définir des solutions possibles. Il prendra immédiatement les mesures nécessaires et fera tout ce qui est en son pouvoir pour rendre possible une coopération confiante.» A suivre. ■ A.-S. 5.

A Genève, le DIP rappelle sa tolérance zéro face à l'antisémitisme

ÉCOLE La conseillère d'Etat genevoise Anne Hiltbold a rencontré un représentant de la Cicad mardi: le Département de l'instruction publique veut renforcer la prévention, alors que des insultes et des incidents antisémites au sein des établissements scolaires ont été rapportés

FANNY SCUDERI
@FannyScuder

Un élève interpellé et injurié, car il est juif. Depuis la rentrée scolaire, une dizaine d'incidents antisémites, comme celui-ci, ont été recensés dans les écoles genevoises, principalement au cycle et au secondaire II. Anne Hiltbold, conseillère d'Etat PLR chargée du Département de l'instruction publique (DIP), a rencontré mardi Johanne Gurfinkiel, secrétaire général de la Cicad, la Coordination intercommunautaire

contre l'antisémitisme et la difamation. La rencontre, agendée avant le mois d'octobre, a porté sur les outils de l'école en matière de prévention.

Elèves sanctionnés

«Nous sommes extrêmement attentifs à la situation, réagit Anne Hiltbold, ministre genevoise chargée de la Formation, et explorons des mesures afin de renforcer immédiatement la prévention. Le DIP compte rappeler «sa tolérance zéro vis-à-vis de l'antisémitisme, du racisme et de toute autre forme de discrimination». Des élèves ont été sanctionnés: l'un a dû par exemple réaliser un travail de réflexion. La Cicad et la Licra interviennent dans les écoles via des modules de prévention: ces activités pourraient être renforcées à l'avenir.

«La rencontre avec la conseillère d'Etat Anne Hiltbold a été

très positive», s'est réjoui Johanne Gurfinkiel, secrétaire général de la Cicad. Une dizaine d'incidents en milieu scolaire sont connus du DIP – mais il pourrait y en avoir plus: «Les enfants n'osent pas toujours en parler par crainte d'accroître la discrimination dont ils sont victimes», explique-t-il. Pour cette raison, la Cicad souhaite une communication plus claire du DIP. «Nous souhaitons que l'institution prenne les mesures qui s'imposent au regard de ce qu'il se passe déjà. Les enseignants doivent rappeler que le cadre scolaire ne tolère aucun propos discriminant. Ces derniers peuvent bénéficier de ressources en cas de doutes ou de difficultés», souligne-t-il. Dans toute la Suisse romande, le nombre d'actes antisémites augmente: la Cicad en a recensé 146 pour le mois d'octobre, soit une multiplication par cinq par rapport à l'année passée. ■

MAIS ENCORE

Bienne revoit sa stratégie financière

La ville de Bienne (BE), qui souffre d'un déficit structurel, adopte une «stratégie financière 2033» pour préserver son autonomie et son potentiel de développement. Les mesures arrêtées par le Conseil municipal auront un impact à partir du budget 2026. (ATS)

Les dépenses de santé vont continuer à augmenter

CONJONCTURE Selon les prévisions du KOF, les coûts de la santé en Suisse progresseront de 4,1% cette année, et de 3,6% et 3,2% respectivement en 2024 et 2025

ATS

Les dépenses de santé vont continuer à augmenter en Suisse ces prochaines années, a indiqué mardi le centre de recherche conjoncturelle de l'EPFZ (KOF). Elles augmenteront de 4,1% cette année pour atteindre 92 milliards de francs. La hausse devrait être de 3,6% en 2024 (95,3 milliards de francs) et de 3,2% en 2025 (98,4 milliards), selon les prévisions du KOF.

Pour les années 2022 à 2025, elles devraient progresser en moyenne de 3,3%, contre 3,1% en moyenne pour les dix années précédentes. Pour 2022, les dépenses de santé représentent 11,3% du produit intérieur brut (PIB), contre 11,6% l'année précédente. En 2023, elles devraient représenter 11,5% du PIB. Pour 2024 et 2025, ce taux devrait rester stable, selon le KOF.

Pour la période 2022-2025, les coûts des secteurs «prévention», «administration» et «réhabilitation» devraient augmenter de manière nettement supérieure à la moyenne, souligne le KOF. Les catégories «hôpitaux», «cabinets médicaux et centres ambulatoires» et «assureurs en tant que fournisseurs de prestations» se situent dans la moyenne.

«Le choc des primes aurait pu être évité»

Les assurances maladie obligatoires et complémentaires se situent dans la moyenne en termes d'augmentation des coûts. Selon les prévisions du KOF, les pouvoirs publics sont confrontés à une hausse des dépenses nettement supérieure à la moyenne.

Selon Felix Schneuwly, expert assurance maladie chez Comparis, les chiffres du KOF montrent que «les deux derniers chocs des primes de 6,6 et 8,7% auraient pu être évités. La hausse des tarifs a largement dépassé la croissance des dépenses totales de santé». ■